

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.26/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 a) iii)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Libéria pour le

Projet de relèvement du secteur agricole

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Hubert Boirard

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BAfD	Banque africaine de développement
OAC	Organisation à assise communautaire
UCP	Unité de coordination du projet

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Libéria pour le projet de relèvement du secteur agricole, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Carte de la zone du projet

The Republic of Liberia

Agriculture Sector Rehabilitation Project (ASRP)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Libéria

Projet de relèvement du secteur agricole

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque africaine de développement
Pays bénéficiaire du don:	République du Libéria
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	24,3 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	3,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Banque africaine de développement (BAfD), par l'intermédiaire du Fonds africain de développement (FAD) et de la Facilité d'aide aux États fragiles (FEF)
Montant du cofinancement:	FAD: 17,6 millions d'USD FEF: 0,72 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution du pays bénéficiaire du don:	0,58 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,41 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de don à la République du Libéria pour le projet de relèvement du secteur agricole

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le Libéria se remet après avoir été ravagé par une guerre civile de 14 ans qui en a fait un État fragile. Quatre-vingt-six pour cent des ménages ruraux du Libéria vivent dans un état de pauvreté et 80% d'entre eux connaissent un niveau d'insécurité alimentaire assez ou très élevé. Le projet de relèvement du secteur agricole reconstituera les capitaux perdus au niveau des ménages en apportant des avantages directs aux groupes bénéficiaires vulnérables et en soutenant le relèvement à court terme des communautés rurales et de leurs systèmes d'exploitation agricole, tout en jetant les bases d'un relèvement à long terme et d'un développement participatif.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Libéria un don d'un montant de 3,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 5 millions d'USD), pour contribuer au financement du projet de relèvement du secteur agricole.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Libéria au titre du SAFP est de 2,25 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Conformément à l'approche post-conflit déjà appliquée par le FIDA et d'autres institutions, comme l'Association internationale de développement (IDA), le Libéria a reçu un don d'un montant de 2,5 millions d'USD, ce qui porte l'allocation totale pour le cycle 2007-2009 à 5,0 millions d'USD.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Au 15 octobre 2009, l'endettement total du pays s'élève approximativement à 19,6 millions d'USD. Lors de sa session de décembre 2008, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé la contribution du Fonds à l'allègement de la dette à hauteur de 13,8 millions de DTS (21,0 millions d'USD) et l'annulation de la totalité des échéances au cours de la période intermédiaire. Selon les modalités du Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette, le Libéria est un pays classé "rouge", ce qui lui permet d'être financé à 100% sous forme de dons.

Flux de fonds

5. Le don accordé par le FIDA sera déposé sur un compte bancaire libellé en dollars des États-Unis qui sera ouvert à cet effet auprès d'une banque commerciale ayant l'agrément du Fonds.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Avec le concours du Ministère de l'agriculture, le FIDA coordonnera ses missions de supervision avec la Banque africaine de développement (BAfD). Le chargé de programme de pays du FIDA dirigera les missions de supervision, lesquelles comporteront une équipe d'experts identifiés selon les besoins du projet.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes visent à renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la passation de marchés de biens et de services se fera par appels

à la concurrence et se conformera aux directives du FIDA en la matière; ii) les comptes du projet seront vérifiés chaque année, selon les normes internationales, par un cabinet comptable de bonne réputation ayant l'agrément du FIDA; iii) le personnel et les partenaires d'exécution seront recrutés sur la base de contrats fondés sur la performance, prévoyant des évaluations annuelles à l'aide d'indicateurs de performance précis; iv) la politique du FIDA en matière de fraude et de corruption sera strictement observée et appliquée; v) des missions de supervision annuelles seront organisées avec les parties prenantes pour juger de la performance du projet; et vi) un assistant technique international aidera le gouvernement, par le biais de l'unité de coordination du projet (UCP), à passer les principaux marchés et à assurer le suivi des aspects fiduciaires.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet bénéficiera directement à approximativement 10 000 ménages agricoles. En accord avec le principe de développement sans exclusive du gouvernement, le premier groupe cible du projet sera composé des ménages ruraux les plus vulnérables. De tout temps, la plupart de ces ménages ont souffert d'exclusion sociale — surtout ceux dirigés par une femme — et, en proportion, sont moins en mesure de se remettre des effets dévastateurs de la guerre.

Zones cibles

10. Le projet financé par le FIDA concentrera ses interventions dans les comtés de Grand Cape Mount, Bomi, Montserrado et Grand Bassa, où sont établis un certain nombre de petits producteurs de riz et de manioc pauvres.

Méthode de ciblage

11. Un panachage de mesures de ciblage sera utilisé: i) ciblage des produits et ciblage géographique. Le riz et le manioc sont les deux seules cultures qui bénéficieront d'un soutien en raison de leur prédominance tant dans la consommation des ménages qu'au plan de la sécurité alimentaire; et ii) autociblage. Lorsque les circonstances le permettront, les organisations à assise communautaire (OAC) existantes, telles que les associations d'agriculteurs et d'autres groupes communautaires, seront invitées à définir elles-mêmes les ménages à forte vulnérabilité au sein des communautés locales. Les partenaires d'exécution (les ONG locales et internationales) et les communautés seront chargés de l'action de supervision et de persuasion afin de garantir un ciblage en faveur des pauvres et le respect des conditions d'accès au financement du FIDA sous forme de dons.

Participation

12. Le financement du FIDA aidera les OAC sélectionnées uniquement à la demande des structures communautaires. Les OAC sélectionnées bénéficieront d'un appui une fois qu'elles auront cosigné un mémorandum d'accord définissant les rôles, les règles et l'engagement des ménages ciblés avec le partenaire d'exécution, le représentant du Ministère de l'agriculture au niveau du comté (le coordinateur agricole du comté) et l'UCP. Les ONG apporteront leur appui à l'exécution du projet et en assureront le suivi au niveau local. Les bénéficiaires seront progressivement chargés de mettre au point d'autres activités par l'intermédiaire de l'OAC (commercialisation avec achats au service du progrès, transformation des produits agricoles, etc.).

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le principal objectif de développement du projet est de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire post-conflit et d'améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie des communautés rurales. Le financement du FIDA visera à: i) reconstituer les capitaux perdus au niveau des ménages en apportant des avantages directs aux groupes bénéficiaires vulnérables; et ii) fournir un soutien à

court terme au relèvement des communautés rurales et de leurs systèmes d'exploitation agricole.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le projet aidera le Ministère de l'agriculture à mieux coordonner ses activités sur le terrain au niveau du comté et à renforcer les capacités en personnel ministériel en termes de services de vulgarisation et de supervision du projet, ce qui contribuera à renforcer l'impact et la durabilité des investissements dans l'agriculture au Libéria.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le projet est conforme à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de relèvement en ce qu'il vise à renforcer la capacité de résistance des communautés en contribuant à préserver et à rétablir les moyens de subsistance des populations. Il est également conforme au Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, car comme celui-ci, il met l'accent sur l'amélioration des moyens de subsistance des ruraux pauvres grâce à des mesures visant à renforcer leur propre organisation et à leur permettre d'accéder aux technologies et aux ressources productives.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet proposé est conforme aux objectifs énoncés dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2008-2011) du Libéria et dans la politique et stratégie en matière d'alimentation et d'agriculture, axés en priorité sur le rétablissement de la capacité agricole. Le projet est en accord avec les piliers II, III et IV du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et avec la stratégie commune d'aide de la Banque mondiale et de la BAfD.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet sera cofinancé par le FIDA et la BAfD (dans le cadre du Fonds africain de développement et de la Facilité d'aide aux États fragiles) et les deux séries d'activités seront complémentaires. À la faveur de diverses activités et, en particulier, de la supervision directe, les missions seront coordonnées avec le cofinanceur et d'autres donateurs pour faire en sorte que les résultats soient diffusés et les meilleures pratiques reproduites.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend trois composantes: i) remise en état des infrastructures agricoles (financée par la BAfD); ii) restauration de la capacité de production (financée par le FIDA); et iii) gestion du projet (cofinancée par le FIDA et la BAfD).

Catégories de dépenses

19. Les catégories de dépenses sont au nombre de cinq: i) biens (39,6%); ii) services (47,5%); iii) personnel (7,4%); iv) dépenses de fonctionnement (1,5%); et v) fonds non alloués (4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Les partenaires suivants participeront à l'exécution du projet: la BAfD, le Ministère de l'agriculture (au niveau du pays, du comté et du district), l'Institut central de recherche agricole, le Ministère du développement et de la parité homme/femme, des ONG internationales et nationales, des OAC, des groupes communautaires et les institutions publiques locales compétentes.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le Ministère de l'agriculture sera le principal organe d'exécution du projet. L'UCP sera directement responsable de l'exécution au quotidien. Au niveau local, le projet

sera exécuté par des ONG en coordination avec les bureaux décentralisés du Ministère de l'agriculture (coordinateur agricole du comté, fonctionnaires du district et techniciens du clan). L'Institut central de recherche agricole sera chargé de certifier tout le matériel végétal acheté (riz et manioc) et supervisera la multiplication des plants et des semences de manioc.

Rôle de l'assistance technique

22. Le Ministère de l'agriculture recevra une assistance technique pour: i) favoriser un démarrage rapide du projet; et ii) soutenir et former le personnel national.

Situation des principaux accords d'exécution

23. Des accords dont les conditions ont été négociées avec les différents partenaires et parties prenantes seront signés dès le démarrage du projet. Il sera tenu compte des dispositions relatives à la collaboration avec les prestataires de services dans le cadre des programmes de travail et budgets annuels du projet.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. La contribution globale de la BAFD s'élève à 18,3 millions d'USD, ce qui représente 75,4% du coût total du projet, tandis que la contribution du FIDA, d'un montant de 5,0 millions d'USD, correspond à 20,5%. La contribution du gouvernement est égale à environ 0,58 million d'USD (2,4% du coût total du projet). Le solde (soit environ 0,41 million d'USD) sera financé par les bénéficiaires (contribution en nature) et représente environ 1,7% du coût total du projet.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Les avantages directs dont bénéficieront les groupes cibles seront les suivants: i) amélioration de la sécurité alimentaire et des disponibilités vivrières; ii) meilleure connaissance des pratiques agroéconomiques améliorées; et iii) hausse potentielle du revenu des agriculteurs qui produisent un excédent ou qui se livrent au commerce de bétail. Les communautés bénéficieront indirectement du présent projet grâce à une plus grande sensibilisation à un certain nombre de questions essentielles, l'accroissement des disponibilités vivrières, l'acquisition de compétences qui pourraient être reproduites dans l'intérêt de la communauté tout entière et l'autonomisation des communautés grâce à une gestion plus efficace de leurs propres ressources. Vu que c'est le riz, taxé de "culture politique", qui a contribué aux conflits passés, le projet permettra non seulement d'améliorer la sécurité alimentaire mais aussi de remédier indirectement aux problèmes de stabilité et de sécurité. Dix mille ménages bénéficieront directement du projet, tandis que de nombreux autres bénéficieront indirectement des activités du projet, telles que les parcelles de démonstration.

Viabilité économique et financière

26. Dans le cadre de cette analyse, les avantages présentés par le projet ont été estimés sur la base des budgets pour la récolte du riz (zones de basse altitude et plaines irriguées), lesquels devraient augmenter de 50% ne serait-ce que du fait de l'utilisation de variétés de semences améliorées. La production de manioc devrait en outre au moins quadrupler grâce à l'utilisation de certaines variétés. Le revenu net annuel moyen des ménages agricoles bénéficiaires généré par les ventes des récoltes passera de 130 USD (sans le projet) à environ 568 USD d'ici à 2013 et aura atteint 1 016 USD par ménage d'ici à 2014 quand le projet fonctionnera à plein régime. Outre la hausse du revenu net, le projet devrait créer de nouveaux emplois à hauteur de 500 000 jours-personne environ.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. Un réseau de gestion des savoirs sera mis en place pour le projet financé par le FIDA. L'harmonisation du système de suivi-évaluation (S&E) pour le projet permettra

de disposer de données concordantes qui alimenteront les bases de données du gouvernement. Les informations relatives aux expériences et exemples de réussite seront plus efficacement partagées à la faveur d'activités d'éducation et de communication, tandis que l'accès à Internet sera facilité avec l'aide du Ministère de l'économie et de la planification. La diffusion de technologies nouvelles fera l'objet d'actions associant formation, démonstrations et visites d'échanges ciblées.

Innovations en matière de développement

28. Les aspects suivants sont considérés comme générateurs d'innovation au Libéria:
- i) la distribution de kits de semences, plants et petits animaux et oiseaux, lesquels produiront des effets immédiats sur la sécurité alimentaire et permettront aux agriculteurs d'accroître leurs revenus;
 - ii) la nouvelle pratique consistant à distribuer des kits aux ménages sur la base du remboursement en nature par les bénéficiaires à leur communauté;
 - iii) l'établissement d'une législation pour un système durable de certification des semences, ce qui permettra d'améliorer grandement la qualité des semences dans le pays et aura un effet direct sur la production agricole et la productivité;
 - et iv) l'adoption de la méthode qui consiste à soutenir les ménages composés de femmes en engageant, au sein des communautés locales, des jeunes qui les aideront à défricher la terre pour leur permettre de la cultiver.

Approche d'élargissement

29. Si l'intervention est réussie, elle sera reproduite dans les quatre autres comtés visés par le présent projet.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet est confronté à trois grands risques:
- i) la faible capacité des institutions gouvernementales, en particulier le Ministère de l'agriculture et ses organes, un risque qui sera atténué par la fourniture d'une assistance technique et des équipements nécessaires et par la formation du personnel du ministère;
 - ii) des retards dans la passation des marchés et la livraison des intrants et outils agricoles, un risque qui sera atténué grâce à l'appui de l'assistant technique et de contrats passés avec des ONG pour obtenir et distribuer les kits et pour réaliser les activités de formation prévues. Le Bureau des services d'achat interorganisations des Nations Unies sera invité à acheter les véhicules; et
 - iii) l'incapacité de l'organisme d'exécution d'attirer du personnel qualifié, un risque qui sera atténué en rémunérant convenablement le personnel recruté pour préserver sa motivation.

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement.

K. Durabilité

32. La stratégie de désengagement et de pérennisation du projet comporte quatre niveaux:
- i) niveau 1 – le ménage agricole. Le projet adoptera le système de production en vigueur et ne fournira que des kits de qualité, dans des quantités telles qu'ils seront rentables pour les agriculteurs et qu'ils leur permettront d'accroître leurs revenus;
 - ii) niveau 2 – l'OAC. Le projet renforcera les OAC et formera leurs membres de façon à leur permettre de jouer un rôle central dans l'exécution du projet et les activités de développement économique dans leur ensemble;
 - iii) niveau 3 – l'Institut de recherche. Un appui sera fourni à l'Institut de recherche agricole central pour surveiller le processus de certification des semences et pour multiplier les semences de base et les tester dans les conditions locales; et
 - iv) niveau 4 – le Ministère de l'agriculture. Le personnel du Ministère de l'agriculture et de ses organes décentralisés au niveau du comté et du district sera équipé et formé pour s'acquitter de ses tâches de manière plus efficace et efficiente.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République du Libéria et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. La République du Libéria est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Libéria un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 150 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Agriculture Sector Rehabilitation Project"

(Negotiations concluded on 23 November 2009)

Grant Number:

Project Title: Agriculture Sector Rehabilitation Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Liberia (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

The IFAD Grant shall help finance certain activities of the Agriculture Sector Rehabilitation Project, initiated and co-financed by the African Development Bank (AfDB).

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is SDR 3 150 000.
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st July.
3. There shall be a Project Account opened in a commercial bank mutually agreed by the Parties, to be administered by the Project Coordination Unit (PCU).
4. The Recipient shall provide counterpart financing in kind for the Agriculture Sector Rehabilitation Project, in the amount of USD 0.58 million.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MOA).

2. The following are designated as key additional Project Parties: The Central Agricultural Research Institute (CARI), selected non governmental organizations (NGOs) and community based organizations (CBOs).

3. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Grant will be administered and the Project supervised by IFAD.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement:

The right of the Recipient to withdraw the proceeds of the Co-Financing Agreement with the AfDB has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in the foregoing.

2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) The draft Implementation Manual shall have been approved by the Fund.
- (b) The Project staff financed by the Grant shall have been identified and IFAD's non objection obtained.
- (c) The contracts with the selected NGOs shall have been approved by the Fund.
- (d) The Project Account shall have been opened.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister
Ministry for Finance
Broad Street
P.O. Box 9013
Monrovia, Liberia

This agreement, dated, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund
(Kanayo F. Nwanze, President)

For the Recipient
(Authorized Representative)

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target population.* The IFAD Project funded activities will reach and benefit the most vulnerable rural farming households in the counties of Grand Cape Mount, Bomi, Montserrado and Grand Bassa, especially those households headed by women and have comparatively less ability to recover from war devastating impacts.
2. *Goal.* The Goal of the Project is to reduce post-conflict poverty and food insecurity, and improve livelihoods and living conditions of rural communities.
3. *Objective.* The main objectives of the Project are to restore capital lost at the household level through channelling direct benefits to vulnerable beneficiary groups and to support short-term recovery of rural communities and their farming systems, while laying the basis for long-term rehabilitation and participatory development.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components.
 - (a) *Agriculture Infrastructure Rehabilitation.* This component is financed by the AfDB. The activities under this Component include the rehabilitation of water management infrastructure and feeder roads and the development of community infrastructure.
 - (b) *Rehabilitation of Productive Capacity.* This component is financed by the Fund and has three main objectives (i) improve food security through increased food production; (ii) increase, in a sustainable manner, the main staple crops rice and cassava produced in Liberia, and (iii) ensure a better household nutrition at the village level.

This component may be divided in the following subcomponents:

(b.1) *Sub-Component A. Capacity building of targeted households at grassroots level*

This subcomponent targets farmers/community groups and/or CBOs to enable them to optimise the use of inputs that will be provided by the Project.

Activities under this Sub-Component are linked to the input distribution programme which is part of Sub-Component B and include (i) mobilization and capacity building of community facilitators, which intend to put in place a participatory development process by building up skills of process facilitators who will support productive activities; (ii) trainings to targeted groups to help increase their control over production inputs, resources and incomes earned from farming, which includes the use, management and maintenance of inputs, storage and preservation of food items, training in poultry and small ruminants rearing and vocational trainings for the youth; and (iii) the creation of awareness among targeted communities of the need for greater self-reliance; encouraging savings mobilization, forming potential partnerships with youth volunteers in the rural areas, providing vocational trainings, strengthening the educational system and providing health and HIV/AIDS awareness.

(b.2) *Sub- Component B. Recapitalization of the targeted households*

This sub-component targets farmers/ community groups and/or CBOs by providing them with a package of basic inputs consisting of improved rice seeds, cassava cuttings, and a set of poultry and small ruminants so as to facilitate an increase in agricultural production and food security through provision of basic agricultural inputs, technical advises and follow-ups.

Activities under this Sub-component include (i) providing of a recapitalisation package which will consist of basic agricultural inputs to the targeted population; (ii) putting in place adequate implementation modalities to ensure timely distribution of the packages to all beneficiaries (iii) ensuring the sustainable supply of inputs for packages and that purchases of required food crops are made locally, making local purchase of small livestock where possible, establishing a structured, viable and sustainable seed production system and supporting the seed production certification system (iv) exploring the possibility of potential partnerships with the World Food Programme Purchase for Progress Scheme.

(c) *Project Management*

The Project shall be managed by an autonomous Project Coordination Unit (PCU), set up under the supervision of the MOA, which shall be directly responsible for Project coordination and execution. Its operational costs will be covered by resources from both IFAD and AfBD. The existing Food Security and Nutrition Technical Committee shall serve as the National Steering Committee, which shall give guidance on policy matters related to the Project.

II. Implementation Arrangements

1. Lead Project Agency

1.1 *Designation.* The MOA in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility for the implementation of the Project.

1.2. *Responsibilities.* The MOA's responsibilities shall include, among others, chairing the National Steering Committee; providing support to the PCU for the design; implementation and coordination of Project activities; supervising the PCU and mobilizing resources and providing technical, administrative and financial support to the PCU.

2. National Steering Committee (NSC)

2.1. *Designation.* The existing Food Security and National Technical Committee (FSNTC) shall be designated to act as NSC and shall provide guidance on policy matters during Project implementation. The NSC shall be chaired by the MOA and composed by the representatives designated by the MOA, including representatives from the beneficiaries.

2.2. *Responsibilities.* The NSC's responsibilities shall include, among others, supporting the PCU for design, implementation and coordination of Project interventions; ensuring conformity with the Recipient's policy and strategy in the agricultural sector and approving annual work plans and budget.

3. Project Coordination Unit

3.1. *Establishment:* The MOA shall establish an autonomous Project Coordination Unit (PCU), which shall be directly responsible for Project Coordination and execution. Its operational costs will be covered by resources from both IFAD and AfBD. The PCU shall be responsible for the daily Project execution.

3.2. *Responsibilities.* The PCU's responsibilities shall include, among others, providing overall planning, supervision, monitoring and coordination of Project activities; providing guidance in Project implementation; preparing the annual work plans and budget and procurement plans and procuring goods and services in accordance with the terms of this Agreement.

3.3. *Composition.* The PCU shall be composed of a Project Coordinator and the technical and support staff required for Project implementation. IFAD Financing shall cover in addition the recruitment of three specialists to be decided by the Fund, who shall be exclusively dedicated to IFAD financed activities. The PCU staff shall be recruited under an initial one year (s) performance based contract, that may be extended subject to satisfactory performance evaluation.

4. Technical Partners

4.1. *Research Services:* CARI shall be responsible for certifying all procured planting material; supervision of seeds and planting materials multiplication; and research activities.

4.2. *Extension Services:* The Extension Division of the MOA shall be responsible for provision of extension services at central level, while the County and District Agricultural Coordinators shall be responsible at the county and district level, respectively.

4.3. *Implementing Partners:* International, national and local NGOs, private and public service providers shall be involved in agricultural extension services. These shall be contracted directly and their main responsibilities include implementing the Project in accordance with the Memorandum of Understanding (MOU) or contract agreements signed between each implementing partner and the CPU; achieving the desired impacts at target group level and applying best practices; sharing experiences with beneficiaries and PCU staff; working in a participatory manner to transfer competencies and promoting good governance; linking the target groups with other service providers.

5. Recapitalisation package

5.1 A package of basic agricultural inputs shall be provided to identified households in the targeted area. Each household shall receive a simple package consisting of good quality high-yielding rice seeds, improved cassava cuttings of high-yielding varieties, a poultry set, and a set of small ruminants. The beneficiaries shall ensure that the initial grant of inputs is properly managed and there is a proper redistribution of inputs among the members of the group and that training courses and capacity building activities are attended and properly supported. The package shall have to be reimbursed by each beneficiary to the CBO under the supervision of the IPs.

5.2 The IFAD financing shall only support the selected CBO if requested by community structures and only if they have signed a MOU specifying the roles, the rules and the commitment of the targeted households with the implementing partner (INGO), the representative of MoA at county level (CAC) and the PCU.

6. Ensuring the sustainable supply of inputs for package

6.1 All purchases of the required crop inputs shall be made locally, with rice seed and cassava being obtained through the seed production system (Seed Banks) and managed/certified by CARI. Small livestock shall be purchased locally where possible.

6.2 To ensure the supply of improved rice seed the Project shall support CARI in the establishment of a structured, viable and sustainable seed production system. IFAD financing shall support the seed production certification system through a MOU with CARI/MOA. CARI shall be responsible for obtaining and screening new improved varieties of rice and cassava sourced from different research organisations in the region. After testing and screening it shall be solely responsible for the production of rice foundation seed, the oversight and management of seed certification. The certified seed produced by the Seed Banks shall be made available to the targeted groups.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Vehicles, Equipment and Goods	1 250 000	100% net of taxes
II. Technical Assistance, Studies and Training	1 500 000	100% net of taxes
III. Salaries allowances and operating costs	280 000	100% net of taxes
IV. Unallocated	120 000	
TOTAL	3 150 000	

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 200 000.

Schedule 3*Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of the covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

Tax Exemption. The Recipient shall, to the fullest extent possible, exempt proceeds of the Grant from all taxes. Any amount that cannot be exempted, shall be paid in cash by the Recipient. (This does not apply to income tax to be paid by Project staff).

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)

- Government PRS 2008-2011
- National Food Security and Nutrition Strategy (2008)
- Government and UN Joint Programme on Food Security and Nutrition (2008)
- IFAD Post-Conflict and Recovery Strategy
- AfDB preparation and appraisal reports (December 2008 and March 2009)

II. Logical framework (Cadre logique)

NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS*	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS AND RISKS
DEVELOPMENT GOAL = IMPACT (3rd LEVEL RESULT) Reduction of post-conflict rural poverty and food insecurity, and improvement of livelihoods of rural communities on a sustainable basis.	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in rural households below the poverty line. Reduction dependence of target households on food aid. 	<ul style="list-style-type: none"> PRS and MDG Progress and Monitoring Reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Overall political and economic situation remains stable.
PROJECT OBJECTIVE = IMPACT (3rd LEVEL RESULT) Food security and rural livelihoods improved in project area (in the 4 counties covered by IFAD) on a sustainable basis.	<ul style="list-style-type: none"> Number of households that have improved food security and households livelihood situation 	<ul style="list-style-type: none"> National and local household income and poverty studies. National Food Security and Nutrition surveys. 	<ul style="list-style-type: none"> Economic and political Stability leading to peace in the country. Good Governance and economic reforms are conducive to poverty reduction. Commitment of all stakeholders
Component 2: Rehabilitation of Productive Capacity			
OUTCOME 2.1 = (2nd LEVEL RESULT) Farmers have regained and increased their production and productive capacity.	<ul style="list-style-type: none"> Rice quantity produced in target areas increased by at least 50%. Cassava quantity produced in target areas increased by at least 50%. 	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Timely availability of resources and logistics to procure and deliver the inputs to beneficiaries Land tenure system in project counties does not pose any limitations to project activities. Targeted communities are responsive to interventions made.
Output 2.1.1 = (1st LEVEL RESULT) Productivity increasing technologies and production systems have been introduced.	<ul style="list-style-type: none"> Number of farmers supported by Project interventions whose production has significantly increased. 	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Target communities are responsive to interventions made.
Output 2.1.2 Community groups strengthened and target/vulnerable group empowered to optimize the use of the inputs provided by the project	<ul style="list-style-type: none"> 10000 households have received rehabilitation and basic capacity building support. Women and the youth have received skills training. 	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Farmers/community groups operate in a conducive environment and without political interference.
Component 3: Project Management			
OUTCOME 3 Efficient and effective Project management and M&E activities at national and local (grassroots) level carried out and sector coordination improved.	<ul style="list-style-type: none"> Over 60% of project targets achieved within the planned timeframe. Corrective measures are taken for all plan deviations (e.g. revising activities or implementation schedules, budget reallocation). 	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports. Project monitoring reports. Minutes of coordination meetings and documentation on exchange of information. 	<ul style="list-style-type: none"> Stability and peace in the country. Qualified MOA/PCU staff available National decentralization policy implemented as planned.
Output 3.1 Efficient and effective Project planning and coordination mechanisms established.	<ul style="list-style-type: none"> AWPBs submitted to MOA/NST, IFAD and AfDB as scheduled Procurement plans timely submitted to IFAD Audit reports and financial statements timely submitted to IFAD 	<ul style="list-style-type: none"> AWPBs and Project progress reports. Audit reports and financial statements 	<ul style="list-style-type: none"> All relevant stakeholders remain committed to the project goals throughout the implementation period.
Main Activities Establish PCU and convene Project Inception Workshop + Prepare and implement communication strategy + Convene regular ASRP Steering Committee meetings + Conduct Annual Review and Planning Workshops + Prepare Annual Work Programmes and Budgets (AWPBs) + Prepare Progress Reports	<ul style="list-style-type: none"> PCU fully staffed and equipped AWPB submitted to GoL and IFAD by the end of the 11th month of each Project year Quarterly, half-yearly and annual progress report prepared according to required formats and submitted on time 	<ul style="list-style-type: none"> Communication strategy developed Project inception report. NSC Minutes. Meeting summary records. AWPB Project progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> All relevant stakeholders remain committed to the project goals throughout the implementation period.
Output 3.2 Efficient and effective M&E mechanisms established.	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports and M&E reports submitted to MOA as scheduled. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E reports and data. 	<ul style="list-style-type: none"> All relevant stakeholders remain committed to the project goals throughout the implementation period.
Main Activities Prepare M&E Plan + Carry out baseline surveys + Prepare M&E reports + Carry out Mid-term Review (MTR) + Carry out internal Project evaluation + Carry out Project audit	<ul style="list-style-type: none"> All baseline surveys carried out as indicated in the M&E Plan, M&E reports prepared in a timely manner, as in input into project progress and terminal reports. Timely Audit reports are available 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E Plan, Baseline survey reports. M&E reports, MTR report Internal Project evaluation report Audit Reports 	<ul style="list-style-type: none"> All relevant stakeholders remain committed to the project goals throughout the implementation period.

